

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire d'un syndicat et doit permettre d'informer les membres du comité syndical sur la situation économique et financière de la collectivité afin d'éclairer leurs choix lors du vote du Budget Primitif.

La tenue du Débat d'Orientation Budgétaire constitue une formalité substantielle prévue par la loi (article L2312-1 et suivants du CGCT). Elle doit intervenir dans les dix semaines qui précèdent le vote du budget primitif pour les collectivités appliquant la nomenclature la M57.

Le rapport d'orientation budgétaire présentera successivement :

1 RAPPEL SUR LA PRESENTATION DU BUDGET

2 SITUATION FINANCIERE DU SYNDICAT

3 PRESENTATION DES PRINCIPALES REALISATION D'INVESTISSEMENT EN 2023

4 PROSPECTIVE 2024

1 - RAPPEL SUR LA PRESENTATION DU BUDGET

Préparé par l'exécutif et approuvé par l'assemblée délibérante de la collectivité locale, le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année donnée. Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante (budget supplémentaire, décisions modificatives). D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalent les dépenses.

Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la commune, celles qui reviennent chaque année.

Par exemple en dépenses : les dépenses nécessaires au fonctionnement du Syndicat, (subvention à l'association, assurances, indemnités, entretien, réparation, fournitures diverses, dotations amortissements). En recettes, les participations des communes et l'excédent de fonctionnement reporté.

La section d'investissement présente les investissements nouveaux ou en cours. Elle retrace les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient la valeur du patrimoine.

Parmi les recettes d'investissement, on trouve généralement les subventions, les emprunts, les amortissements.

Ainsi, la capacité d'autofinancement CAF est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Cet excédent peut être utilisé en partie, lorsqu'il est important, pour financer la section d'investissement. Lorsque le Syndicat souhaite réaliser des dépenses nouvelles d'investissement, il peut les financer :

- par des subventions d'équipement,
- par l'emprunt,
- par l'autofinancement (s'il est important), en réalisant des économies sur les dépenses de fonctionnement ou en augmentant les recettes de fonctionnement (augmentation des participations).

2 - SITUATION FINANCIERE DU SYNDICAT

Le débat d'orientation budgétaire doit s'agir d'une discussion autour des orientations constatées et à venir de la structure budgétaire du Syndicat. Ainsi, il devra traiter des orientations budgétaires, de la structure de la dette, de l'évolution des dépenses et recettes et du besoin de financement annuel.

Pour rappel, le Syndicat intervient sur 22 communes.

Le comité syndical peut délibérer chaque année pour fixer le montant annuel de l'enveloppe des participations et que celle-ci est calculée à partir de la population DGF. La participation pour l'année 2023 s'élève à 362 528.40 €. Elle représente une variable d'ajustement prépondérante dans l'équilibre de la section de fonctionnement.

2.1 - La dette :

Le syndicat n'a pas d'emprunt à rembourser sur l'exercice 2023.

Un emprunt de 15 000 € a été contracté en 2023 afin de financer l'acquisition du véhicule utilitaire Renault express Van pour un montant de 19 220.40 €. Cela donnera lieu à un premier remboursement en 2024 de 3 354.28 €.

Ce véhicule est venu en remplacement de la Twingo, qui a fait l'objet d'une reprise par le garage pour un montant de 4000 €.

2.2 - Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement

La section de fonctionnement ferait apparaître pour 2023 un solde négatif prévisionnel de - 881.23 €.

Les recettes de fonctionnement					
Chapitre	Libellé	CA2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023*
002	Excédent reporté de fonctionnement	31 992,29	34 972,53	35 750,06	35 914,82
74	Produits des participations des communes	324 420,80	329 844,80	346 204,65	362 528,40
77	Produits des cessions d'immobilisations	-	-	-	4 000,00
		356 413,09	364 817,33	381 954,71	402 443,22
*données prévisionnelles					
Les dépenses de fonctionnement					
Chapitre	Libellé	CA2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023*
011	Charges à caractères général	8 525,51	8 105,86	2 713,02	4 422,42
012	Charges de personnel	2 721,95	5 311,46	5 493,06	5 760,24
65	Autres charges de gestion	305 955,67	311 316,94	333 190,97	348 422,44
66	Charges financières	28,93	14,51	-	-
67	Charges exceptionnelles	-	-	-	-
022	Dépenses imprévues	-	-	-	-
023	Virement de la section d'investissement	-	-	-	-
042	Dotations aux amortissements	4 208,50	4 318,50	4 642,84	8 804,53
		321 440,56	329 067,27	346 039,89	367 409,63
*données prévisionnelles					
Conclusion					
		2020	2021	2022	2023*
	Excédent section fonctionnement	34 972,53	35 750,06	35 914,82	35 033,59
	résultat antérieur reporté (002)	31 992,29	34 972,53	35 750,06	35 914,82
	autofinancement disponible (résultat de l'exercice)	2 980,24	777,53	164,76	-881,23
*données prévisionnelles					

L'analyse de l'évolution des recettes de fonctionnement appelle les commentaires suivants :

Le montant de la contribution des communes est resté plafonné pendant 4 ans à 1.60 € (2018 à 2021).

En 2022, pour faire face aux grandes difficultés financières de l'association, il a été décidé de porter ce montant à 1.65 €, soit une augmentation de 3% par rapport à 2021 (1.60€). Cela a permis d'augmenter la subvention à l'association AAE de 7.41% (soit de 21 568.60 €).

En 2023, le montant de la participation a été porté à 1.70 €, soit une augmentation de 3 % par rapport à 2022 (1.65 €). Cela a permis d'augmenter la subvention à l'association AAE de 4.62 %, la passant ainsi de 312 568 € en 2022 à 327 000 € en 2023 (+ 14 431 €).

L'analyse de l'évolution des dépenses de fonctionnement appelle les commentaires suivants :

- Une hausse des charges de gestion courante due à l'entretien du véhicule (vidange + changement des pneus cette année). En 2023, elles comprennent des frais relatifs à la maintenance du site internet de la fourrière, les assurances des véhicules, l'externalisation des bulletins de paies, réparations véhicules)
- Une stabilisation des charges de personnel (chapitre 012) avec la mise à disposition d'un agent d'une des villes adhérentes.
- Une augmentation du chapitre 65 due à l'augmentation de la subvention à AAE (+14 431 €), et l'indemnité de la présidente qui ne change pas.
- Le chapitre 042 pour 7 729.11 €, se compose cette année des écritures des dotations aux amortissement et des écritures de la cession de la TWINGO. (Plus-value de 235.32€ et sortie de l'actif).

Le résultat de la Section de Fonctionnement pour l'exercice 2023 (c'est-à-dire les recettes de gestion moins les dépenses de gestion hors reports) serait négatif de -883.21 € de et viendrait diminuer l'excédent à reporter en 2023 en le passant de 35 914.82 € à 35 033.59 €.

La situation financière du Syndicat reste saine.

L'association nous a fait part de ces prochaines difficultés financières pour 2024, toujours expliquée par la hausse des prix des fluides et du carburant, par l'augmentation du nombre d'animaux pris en charge sur la fourrière qui induisent des dépenses d'entretien en conséquence (alimentations, produits d'entretien, médicaments, actes vétérinaires, ...) ainsi que du personnel nécessaire et doit donc s'accompagner des ressources supplémentaires. Il sera donc important de l'aider financièrement, afin de maintenir ce service public.

Pour pouvoir augmenter de manière progressive, la subvention à l'association, afin de l'aider à financer pour partie les diverses augmentations annuelles qui impacte ses dépenses, le conseil syndical avait jugé, qu'il serait plus logique d'augmenter chaque année la contribution de 1%, et non pas comme en 2022-2023.

Il sera donc proposé pour le budget 2024, d'augmenter la contribution de 1% (soit 0.02 €), la passant ainsi de 1.70 € (en 2023) à 1.72 € (en 2024). (cf contributions des communes en PJ)

La subvention à AAE pourrait donc être augmentée de 6 000 € pour 2024, passant ainsi le montant de la subvention de 327 000 € en 2023 à 333 000 € en 2024 soit une augmentation de 1.83 %.

Si le syndicat choisissait d'utiliser l'excédent de fonctionnement reporté pour augmenter la subvention à AAE, cela serait extrêmement risqué, et mettrait en difficulté sa situation financière à très court terme. D'autre part la convention de mise à disposition prévoit que le SIVU supporte des frais d'entretien et de réparations courantes pour le compte de AAE. S'il était demandé au Syndicat, au cours d'un ou plusieurs exercices de payer de telles dépenses ou bien même une dépense imprévue, nous n'aurions aucune marge de manœuvre pour le faire.

Du côté de l'association, la recherche d'économie de fonctionnement dans tous les secteurs demeure toujours une priorité pour les prochains exercices pour limiter de trop grandes difficultés financières liées à l'inflation et autres éventuels événements inconnus.

Les différentes actions mises en place en 2022 et 2023 :

- Appel aux dons lors de différentes manifestations
- Vide grenier
- Journée caddies (une dizaine)
- Formation Educative positive (dons sur inscriptions)
- Appel aux dons sur cagnotte Helloasso
- Stand boissons match BO
- Stand vente de cartes postales Centre Ametzondo (1mois)
- Actions des BTS (bénévolat obligatoire) > vente de gâteaux, opération caddy

L'association AAE envisage de mettre en place de nouvelles actions en 2024, afin d'obtenir de nouvelles ressources.

3 - PRESENTATION DES PRINCIPALES REALISATIONS D'INVESTISSEMENT EN 2023

En 2023, il y eu l'acquisition d'un nouveau véhicule utilitaire Renault express Van pour un montant de 19 596,16 €. Ce véhicule venant en remplacement de la Twingo qui a été repris par le garage pour un montant de 4000 €.

La section d'investissement ferait apparaître pour 2023 un solde positif prévisionnel de 4 700.18 €.

Les recettes d'Investissement					
Chapitre	Libellé	CA2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023*
001	Excédent reporté d'investissement	1128,37	2603,02	4971,09	9613,93
024	Produits de cessions d'Immobilisations	-	-	-	-
040	Dotations aux amortissements	4208,5	4318,5	4642,84	8807,53
10	FCTVA	-	1441	-	113,05
16	Emprunts	-	-	-	15 000,00
		5 336,87	8 362,52	9 613,93	33 534,51

*données prévisionnelles

Les dépenses d'investissement					
Chapitre	Libellé	CA2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023*
21	Immobilisations corporelles	-	689,15	-	19 220,40
20	Immobilisations incorporelles	330,00	283,99	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	2 403,85	2 418,29	-	-
		-	-	-	-
		2 733,85	3 391,43	0,00	19 220,40

*données prévisionnelles

Conclusion					
		2020	2021	2022	2023*
	Excédent section d'investissement	2 603,02	4 971,09	9 613,93	14 314,11
	résultat antérieur reporté (002)	1 128,37	2 603,02	4 971,09	9 613,93
	Résultat de l'exercice Section investissement	1 474,65	2 368,07	4 642,84	4 700,18
	*données prévisionnelles				

Fonctionnement

Recettes de fonctionnement					
Chapitre	Libellé	BP2021	BP2022	BP2023	BP2024*
002	Excédent reporté	34 972,53	35 750,06	35 914,82	35 033,59
74	Produits des participations	328 168,00	345 727,80	362 528,40	371 200,08
		363 140,53	381 477,86	398 443,22	406 233,67
*données prévisionnelles					

Les principales remarques concernant les recettes :

- l'augmentation des participations des communes membres de 1% passant la contribution des communes de 1.70 € à 1.72 € (soit 1% d'augmentation représentant 0.02 cts par habitants), portant ainsi le budget du SIVU de 362 528.40 € (en 2023) à 371 200.08 € pour l'année 2024.

Dépenses de fonctionnement					
Chapitre	Libellé	BP2021	BP2022	BP2023	BP2024*
011	Charges à caractères général	14 600,00	15 100,00	35 808,11	40 397,29
012	Charges de personnel	6 070,00	6 070,00	6 870,00	6 900,00
65	Autres charges de gestion	313 760,00	334 854,60	349 286,00	355 286,00
66	Charges financières	15,00	-	500,00	576,00
67	Charges exceptionnelles	-	-	-	-
022	Dépenses imprévues	24 286,53	20 734,26	-	-
023	Virement de la section d'investissement	-	-	-	-
042	Dotations aux amortissements	4 409,00	4 719,00	5 979,11	3 074,38
		363 140,53	381 477,86	398 443,22	406 233,67
*données prévisionnelles					

Concernant les dépenses :

- Les dépenses à caractère général (chapitre 011). On retrouve principalement les mêmes dépenses que l'année précédente (maintenance du site internet de la fourrière, les assurances des véhicules, l'externalisation des bulletins de paies, fournitures diverses, réparations véhicules, réserve).
- Stabilité des dépenses de personnel (chapitre 012)
- Nouvelles charges financières en raison de la contraction d'un nouvel emprunt permettant de financer l'acquisition du nouveau véhicule.
- Les dotations aux amortissements.

Investissement

Recettes d'investissement					
Chapitre	Libellé	BP2021	BP2022	BP2023	BP2024*
001	Excédent reporté	2 603,02	4 971,09	9 613,93	14 314,11
16	Emprunt			17 000,00	-
024	Produits des cessions d'immobilisations			4 000,00	-
021	Virement de la section de fonctionnement			-	-
040	Dotations aux amortissements	4 409,00	4 719,00	5 979,11	3 074,38
		7 012,02	9 690,09	36 593,04	17 388,49
*données prévisionnelles					

Les recettes de la section d'investissement sont les dotations aux amortissements, ainsi que l'excédent reporté.

Dépenses d'investissement					
Chapitre	Libellé	BP2021	BP2022	BP2023	BP2024
020	Dépenses imprévues	393,02	190,00	-	-
20	Immobilisation incorporelles	600,00	1 000,00	476,00	14 608,49
21	Immobilisations corporelles	3 600,00	8 500,09	32 617,04	0,00
16	Emprunt	2 419,00	-	3 500,00	2 780,00
		7 012,02	9 690,09	36 593,04	17 388,49
*données prévisionnelles					

Concernant les dépenses :

- Le remboursement du capital des emprunts pour 2780 € (chapitre 16).
- Pas d'investissement prévu cette année
- Pour 2025 prévoir remplacement du véhicule FAIT DOBLO